

RÉFLEXION SUR LA PLACE DE LA FORMATION GÉNÉRALE AU NIVEAU COLLÉGIAL

par Pierre Talbot, département de philosophie
Cégep de Saint-Jérôme

On doit situer la formation générale de niveau collégial dans un contexte large afin d'en apprécier pleinement le sens. Or ce contexte est celui d'une société démocratique dans laquelle l'éducation des citoyens est prise à charge par l'État. La démocratie est fondée sur deux principes : l'égalité et la liberté des citoyens. On connaît les efforts faits dans la société québécoise pour assurer l'égalité des chances, en particulier en favorisant l'accès aux études supérieures aux jeunes de toutes les classes, de toutes les origines et de toutes les régions.

Quelle est la mission sociale de l'éducation supérieure ? Doit-elle intégrer encore une composante de formation générale ou doit-elle se consacrer à la formation technique et professionnelle ? La réponse qu'il nous faut apporter à cette question doit tenir compte du principe de la liberté tout autant que du principe de l'égalité.

La liberté suppose la capacité de faire des choix entre des options qu'il faut être mesure de penser. Elle suppose le sens critique, c'est-à-dire la capacité de penser des alternatives, d'envisager d'autres possibles. La liberté ne peut donc s'exercer qu'à partir d'une position distanciée face au vécu quotidien. L'exercice de la liberté implique la capacité de refuser, voire de se révolter contre l'état actuel des choses. Cela demande de pouvoir comparer le réel avec autre chose, avec ce qu'il pourrait être ou avec ce qu'il devrait être pour réaliser nos idéaux, pour être à la hauteur de nos espérances ou de nos exigences morales et politiques.

Certaines disciplines réalisent dans la culture cette distanciation critique. Elles sont l'expression même de cette liberté dont on fait le principe de base de notre fonctionnement politique. Ces disciplines sont aussi celles qui, traditionnellement, ont été retenues dans le curriculum de l'éducation libérale et dans la composante de la formation générale des cégeps. C'est que la littérature met le lecteur à distance du vécu quotidien par l'imaginaire. L'histoire met à distance de l'actualité en donnant une position de recul apportée par la connaissance du passé. Les arts plastiques, et en un sens la musique, mettent à distance du monde en nous le faisant percevoir autrement. La connaissance des langues étrangères met à distance de sa propre langue et de la vision du monde qu'elle charrie implicitement en faisant découvrir d'autres cultures et d'autres visions du monde. On dépaysait autrefois les jeunes en leur faisant apprendre des langues mortes, le grec et le latin. La distanciation était alors drastique. La philosophie met à distance du vécu quotidien en donnant accès à un autre monde, qui est celui des idées et des concepts abstraits. C'est cette même distanciation du vécu quotidien par la pensée abstraite que la science radicalise en quelque sorte puisqu'elle introduit dans une réalité scientifique totalement reconstruite à distance de nos perceptions et de nos conceptions naïves. La philosophie, enfin, est un genre culturel indissociable de la raison. Elle est apparue dans le contexte de la démocratie grecque. Les premiers philosophes ont réalisé que la liberté devait être sauvée d'elle-même par la raison, car la liberté sans la raison dérive spontanément vers le laxisme, la licence et l'anarchie, qui amènent à terme la mort de la démocratie. Or cette menace pèse aujourd'hui plus que jamais.

La formation générale s'insère dans le clivage opéré par ces disciplines. Quelles que soient finalement les disciplines qu'on retienne pour la formation générale de niveau collégial, elles ont toutes la même finalité : distancier les élèves du vécu quotidien. Il est dans la nature même de la formation générale d'être une chose étrange aux yeux des élèves car elle s'enracine dans un univers étranger et vise à rendre les élèves étrangers au monde dans lequel ils sont totalement immergés et par rapport auquel ils n'ont spontanément aucune distance. Il est certain que les élèves perdent leurs repères habituels dans les cours de littérature et de philosophie, et cela

d'autant plus que nos élèves aspirent (ou sont incités par la culture de la consommation) non pas à se distancier mais à s'immerger dès maintenant dans la vie routinière de notre société.

Si la démocratie ne peut exister sans débat public, cette distanciation critique est essentielle. Elle constitue la condition de possibilité même de l'exercice de la démocratie. Dans le système d'éducation public d'une société démocratique, doit-on renoncer à la formation générale? Ou encore, doit-on adapter celle-ci pour qu'elle soit moins étrange, plus collée sur le vécu des élèves? N'est-ce pas alors dénaturer ces disciplines elles-mêmes et à la fois les empêcher de réaliser leur finalité éducative, soit justement la mise à distance du vécu quotidien?

Depuis la création des cégeps, ce débat resurgit de façon récurrente. Ne devrait-on pas évacuer du niveau post-secondaire la formation générale, qui est la mission du secondaire? Ou à tout le moins, ne devrait-on pas, comme le suggère encore ces jours-ci la Fédération des cégeps, adapter la formation générale à la formation technique qui serait l'intérêt premier des élèves? Je plaide ici pour un changement de perspective. La société démocratique doit-elle déterminer ses programmes scolaires en fonction des intérêts diffus des élèves ou en fonction de ses idéaux propres et fondateurs? Dans une société démocratique, le système d'éducation a-t-il le droit d'être incohérent avec les idéaux mêmes de cette société? Pourquoi, dans un tel contexte, l'éducation supérieure publique ne devrait-elle enseigner que des savoirs techniques? Notre régime politique en est un non seulement de démocratie mais aussi d'économie libérale et privée. Pourquoi l'État démocratique devrait-il faire contribuer tous les citoyens à la formation de la relève de la main-d'œuvre des entreprises privées? Ne devraient-elles pas s'en occuper elles-mêmes? Dans un tel contexte et compte-tenu d'impératifs de rentabilité aggravés par la mondialisation, on ne saurait leur reprocher d'évacuer la formation générale et de ne retenir que ce qui maximise la productivité de la main d'œuvre. On comprendrait les entreprises de refuser d'éduquer à la citoyenneté démocratique. Mais ce n'est pas notre situation économique et politique. Au Québec, c'est l'État qui éduque les citoyens et en défraie largement les coûts, et cela jusqu'aux niveaux les plus élevés de scolarité. L'État démocratique peut-il, et même doit-il moralement et politiquement, se contenter d'égaliser les chances en préparant la main-d'œuvre pour le marché du travail? Il est certes compréhensible que les sociétés démocratiques modernes défraient les coûts de la formation professionnelle, puisqu'on y voit un puissant levier de développement socio-économique. Mais est-il raisonnable d'exiger de l'État, comme le font plusieurs, que la société assume les coûts de la formation technique tout en niant la pertinence de poursuivre l'éducation à la citoyenneté démocratique¹? On peut penser au contraire qu'il est du devoir de l'État, s'il contribue financièrement à la formation professionnelle des citoyens, d'exiger d'eux qu'ils acquièrent aussi une formation générale de niveau supérieur, c'est-à-dire qu'ils puissent se mettre à distance du vécu pour pouvoir le critiquer. En outre l'éducation est un processus non dissociable des âges de la vie et des niveaux de maturité atteints à chaque âge. Or les jeunes qui terminent le secondaire n'ont pas encore atteint le niveau de maturité affective et intellectuelle qui leur permet d'opérer efficacement la distanciation critique dont il est question dans ce texte. La véritable formation générale, celle qui permet la mise à distance critique de l'individu, ne peut se faire essentielle-

¹ On a jonglé avec l'idée d'une éducation à la citoyenneté qui se ferait au secondaire par le biais de l'enseignement de l'histoire nationale et au cégep par l'enseignement de la philosophie politique, en particulier d'une réflexion sur les principes mêmes de la démocratie. Le directeur général des élections du Québec a d'ailleurs organisé un colloque à l'intention des professeurs de philosophie du collégial (10 novembre 2000) et il publié un manuel à cette fin (Benoit Mercier et André Duhamel *La démocratie, ses fondements, son histoire et ses pratiques*, DGEQ, 2000). Il s'agit toutefois d'une approche qu'il n'est pas certain que l'État doive adopter. Je soutiens ici que l'État doit donner à ses citoyens la possibilité de se distancier du quotidien pour qu'ils développent leur sens critique, plutôt que d'enseigner des valeurs ou des normes sociales spécifiques, ce qu'on pourrait assimiler à un endoctrinement.

ment qu'à partir du niveau collégial. Les niveaux précédents enseignent aux élèves les codes et les langages qu'il leur faut maîtriser pour « passer au plat principal » (bien que certains constats nous fassent parfois douter que cette préparation soit adéquatement faite...).

Évidemment le travail pédagogique n'est pas aisé, par lequel peut être réalisée cette mise à distance critique du vécu quotidien. Elle est rendue plus difficile à effectuer au cégep particulièrement en raison de la pédagogie du vécu utilisée au secondaire. Les élèves nous arrivent encore moins distanciés peut-être qu'autrefois et moins bien disposés à effectuer cette distanciation. Ils nous arrivent également avec moins de maturité intellectuelle et affective. (J'ai parfois l'impression, devant certaines copies, de lire des jeunes de treize ans.) Ce problème dépasse en fait largement le cadre scolaire, même si l'école secondaire pourrait faire davantage mûrir les jeunes. C'est que toute notre société valorise l'innocence de l'enfance et repousse autant que possible l'âge des responsabilités véritables (la première à mon sens étant pour le jeune de prendre à sa charge son éducation, l'école n'étant que l'institution qui lui en donne la chance). Il ne faut donc pas se surprendre si l'adolescence s'étire maintenant jusqu'à 25 ans, phénomène dont on ne sait plus si on doit s'en amuser ou s'en désoler (cf. un film comme *Tanguy*). Quoi qu'il en soit, ce problème nous dépasse et ne trouvera pas qu'une solution scolaire. Mais la formation scolaire des jeunes doit non seulement les instruire ; elle doit leur faire acquérir plus de maturité. Or c'est ce à quoi travaille la formation générale en distanciant les jeunes de leur vécu quotidien. Comme la maturité est une chose qui vient avec le temps, il faut prendre le temps. Nos adolescents infantilisés mûrissent plus lentement et conséquemment considèrent leurs cours de formation générale plus étranges et plus coupés de leur vécu quotidien que ceux d'autrefois. Soit ! Cela signifie qu'il faut maintenant plus de temps pour mûrir.

Mais nos cégeps sont anxieux d'obtenir des résultats immédiats, d'accroître les taux de réussite et de diplomation. Des ministres issus du secteur privé jugent la productivité sociale des cégeps lamentable. Comme il faut un bouc émissaire, on pointe la formation générale qui serait mal adaptée. On se demande si l'on n'y parviendrait pas davantage en changeant le curriculum des études collégiales ou en adaptant les contenus. On affiche publiquement ses états d'âme : peut-être Platon et Jacques Ferron ne conviennent-ils pas aux jeunes d'aujourd'hui. Ne s'agit-il pas justement, comme par hasard, de deux maîtres de la distanciation ?

Je persiste à penser que le problème ne concerne pas essentiellement le contenu de la formation générale. On pourrait bien sûr modifier les programmes et même les disciplines obligatoires. Par exemple, en ce qui concerne la philosophie, on peut se demander si, comme nation, nous voulons construire notre identité dans la poursuite ou en rupture de la tradition latine d'enseigner la philosophie. Soulignons que l'art de la communication est sans doute aussi important que les contenus disciplinaires lorsqu'il est question d'enseigner des choses étranges.

Que faut-il faire ? Chercher des boucs-émissaires ? Faire croire à la société qu'on va l'améliorer en diminuant les standards éducatifs et en augmentant artificiellement le nombre de diplômés ? Ou au contraire mettre la société devant les conséquences, y compris financières, de ses valeurs ? Comme je l'ai dit, nous vivons en des temps où les jeunes mûrissent plus lentement. Cela implique qu'on doive sans doute se résoudre à payer plus longtemps pour éduquer une jeunesse qu'on ne veut pas voir mûrir trop vite. Les taux d'échec dans les cours de la formation générale sont peut-être dans ce cas une fatalité, puisqu'on ne saurait, à court terme, changer en profondeur le système des valeurs sociales et le rythme de mûrissement des individus.